



« L'USINE EN CONFINEMENT ? »

Depuis notre dernier tract une dizaine de jours se sont écoulés mais vos représentants syndicaux ont pris le temps de voir comment la direction du site (l'encadrement et le groupe UPM en haut lieu) allaient gérer cette crise sanitaire pour notre Chapelle.

On a assisté en tant que représentants du personnel et surtout élu de la CSSCT (commission Santé Sécurité et Conditions de Travail) aux réunions de « cellule de crise », ce qui nous a permis de faire part de commentaires, remarques mais surtout ressenti des salarié-e-s actuellement sur le site.

« L'incompréhension grandit sur le site »



Petit rappel des faits :

Notre usine est à l'arrêt depuis le 12 mars 2020 suite à une défaillance électrique (poste haute tension 225KV) comme le souligne le compte rendu de la réunion encadrement datant du 26 mars 2020.

Il aura fallu ensuite presque une semaine pour qu'enfin on obtienne le 18 mars 2020 **l'arrêt total*** du site. Nous avons surtout insisté lors de la réunion CSSCT extra du 17 mars 2020 sur le sujet du COVID19 et faire acter qu'il n'y avait plus aucune raison pour garder l'ensemble du personnel sur place.

Seul le personnel de sécurité doit être présent avec toutes les mesures prises pour leur protection.

(Petite question venant du terrain : serions-nous tous en confinement si le 225kv était en route ? on vous laisse vous faire votre réponse)

Un Arrêt total* : pas si sûr que ça, car depuis plus de 10 jours, les équipes DIP/CENTRALE gèrent la mauvaise gestion de l'arrêt qui a eu lieu !!!! à qui la faute ??? Certaines personnes sont payées pour prendre des décisions.

Nos sachants pour employer un terme de la direction, nous disent qu'à ce niveau-là, c'est de l'incompétence voir du j'menfoutisme total de **certains** cadres.
(Bien entendu, absent du site de puis le début de la crise !!!)

On accusera une fois de plus notre syndicat CGT de vouloir mettre de l'huile sur le feu, mais nous ne faisons que notre travail de représentants du personnel !!! et nous vous retransmettons les informations que nous allons chercher sur le terrain auprès des salarié-e-s **qui sont eux** sur le site.

Les PAP-CHAPS ont depuis le 10 septembre 2019 montré plus qu'il ne le fallait, leur sérieux et exemplarité sur la valeur travail, et aujourd'hui ils ont le sentiment plus que justifié de prendre des risques, pour eux et leur proches, dans un contexte social toujours aussi incertain.

Cela nous emmène à la très grosse inquiétude du PSE.

Nous sommes à fin mars et RIEN, peut-être une offre mais avec des « conditions suspensives » devait arriver.... Mais elle doit être bloqué à la frontière.

Nous représentants du personnel sommes toujours présent et prêt à discuter. On veut bien faire tout le nécessaire possible mais nous ne sommes pas des magiciens.

On ne fera pas apparaitre une offre s'il n'y en a pas, donc à l'heure où nous écrivons, nous sommes toujours sur une éventuelle fermeture du site... et avec tout l'équipage du bateau licencié.

Cependant, dans ce contexte de discussions difficile, de réunions inutiles et peu fructueuses sur la mise en vente de notre site ; Sur les réunions par ordinateur interposé (et tous les problèmes de connexion qui vont avec...) et si on rajoute la crise sanitaire du COVID19, nous avons décidé d'envoyer un courrier à la Directe en charge du PSE de Chapelle et à notre direction ainsi qu'à Bruno Lemaire et Muriel Pénicaud pour demander une nouvelle fois, un report du délai (pour mémoire : Fin de nego PSE le 14 mai 2020.)

Comment vous consulter sur un enjeu aussi important que la sauvegarde du site et de nos emplois ??? dans une situation de confinement où même ce président nous dit : « restez chez vous »



GROS GROS GROS FOUTAGE DE GUEULE

« Seules les entreprises nécessaires aux bons déroulements du pays doivent tourner », et notre direction nous dit qu'elle a bien l'intention de tout faire pour se remettre en mode production. Même quand la presse va au plus mal (car le confinement met à mal les ventes), et bien surprise : à la chapelle il faut produire !!!! on aura sûrement des commandes urgentes.

Notre Chapelle Darblay est donc nécessaire à l'économie du pays, il faudra qu'ils s'en souviennent car en juin, il nous semble qu'il est toujours prévu de fermer notre belle usine et le toujours quoi faire des déchets que sont notre matière première les 350 000 tonnes de vieux papiers ?

L'Etat devra assumer ces propos et nous continueront de les mettre face à leur responsabilité, une solution est toujours envisageable : sauver la Chapelle Darblay, cette belle usine 100% dans le recyclé, cette industrie du futur.

Nous faisons preuve de bon sens et nous vous démontrons que notre couleur rouge est certes de la colère, mais aussi de la cohérence car notre site doit être remis en mode de fonctionnement pour que nous puissions repartir dès que possible (et en toute sécurité) dans ce contexte de crise sanitaire face à laquelle nous devons lutter.

Il ne faut pas oublier que ce que nous vivons actuellement est une situation temporaire, nous défendons toujours la valeur travail dans des conditions de sécurité primordiales à la santé des salarié-e-s.

Il ne faut pas rêver chers es collègues, un salaire sans travail effectué ne dure qu'un temps (ce n'est pas un avant-gout du congé de reclassement). ATTENTION à ne pas s'y habituer !!!

Sinon autour de nous que deviennent nos centres de tri et notre matière première, vos déchets, de nombreux centres de tri qui approvisionnent notre usine Chapelle Darblay nous informent qu'ils cessent leurs activités de tri, soit parce que les collectivités suspendent le ramassage des collectes sélectives, soit pour des raisons sanitaires ; en effet, la présence de mouchoirs en nombre et désormais de masques jetés dans le bac sélectif finissent sur les tapis de tri et exposent les salariés.

Enfin le manque de masques dans certains centres de tri accélère ces décisions.

A ce jour, plus de 40% des centres de tri en France se sont mis à l'arrêt.

Pour finir et répondre aux provocations politiques :

C'est pourquoi, nous affirmons à Monsieur le président de la république et toute sa bande d'amateurs (ce sont les propos d'Emmanuel) nous n'accepterons pas que tous nos conquies soient touchés au-delà et sûrement pas d'aller jusqu'au 31 décembre, ce n'est pas nous qui allons payer, du pognon de dingues il y en a, où ont-ils trouvés toutes ces milliards pour sauver leur économie au détriment de notre modèle social public ?!



Dans ce tract, on ne fera pas écho de toute la tragédie que cette crise sanitaire est en train de faire à travers nos industries voisines qui sont touchés par le COVID19 et il ne faut pas qu'à Chapelle, comme souvent nous le pensons être intouchables face aux risques.

« Pour s'en sortir, il faut s'enfermer »

Nous voulons terminer par des sincères remerciements pour tous les travailleurs de l'ombre : personnel soignant, pompiers, pharmaciens, grande distribution, livreurs, éboueurs, opérateurs de tri, salariés des services publics (transports, poste...) et de nos mairies, etc. etc. etc. ... sans lesquels la situation serait indescriptible.

Gazés et rejetés pendant plusieurs mois, vous voila en lumière maintenant et soyez assuré que nous serons encore là... comme en 2018-2019 pour participer à vos luttes, et pour vous aider à avoir plus de moyens humains, matériels et financiers, MERCI et on continue, on ne lâche rien, mais plutôt dans la rue qu'au balcon.

On continuera de faire le maximum pour vous tenir informer des nouvelles qu'on espère positive pour la suite.

En attendant continuer à prendre soin de vous et de vos proches, prenez des forces (et pas du gras), la lutte économique qui est devant nous sera sans précédent mais comme toujours : **ON LACHERA RIEN.**

On retournera dans la rue défendre nos conquies et il ne faudra pas nous applaudir sur vos balcons... mais être avec nous !!!

COUP DE COLERE d'un ancien DS Chapelle Darblay

Comparaison du dialogue social, à la française : tirs à boulets rouges contre notre seule CGT, syndicat de lutttes et de résistance sociale, qui lutte tous les jours, 365 jours par an.



Avec les gouvernements successifs (Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, alors qu'ils n'ont eu de cesse depuis des dizaines d'années de casser nos acquis, nos conquies, pour que soit versé du fric à des rentiers, aucun dialogue, pas de concertations constructives, pas de négociations tirées par le haut, que de la provocation infame et des insultes envers nous, les salariés qui sommes les moins payés mais les plus utiles à la société, à bon entendeur !

Il prépare dans leurs salons feutrés déjà l'après :

En France une sénatrice, pas de LREM mais du parti républicains de Sarkozy, nous avertit qu'il va falloir donner un coup de reins, travailler plus de 35 hrs, travailler le dimanche,

travailler pendant les congés payés juillet et aout (argumentant en plus que les congés payés coutent plus chers que les journées de travail ?)

Un député LREM trouve « scandaleux et indécent » le préavis de grève de la CGT dans les services publics, Cette bande d'amateurs n'a même pas de respect pour ceux qui bossent vraiment, et qui galèrent avec leur petit salaire, quant à ces technocrates si c'est ça le niveau de l'ENA, c'est sûr il faut supprimer cette école de charlots et charlottes.

Même pas honte de demander à nous faire travailler 60 heures semaines, à nous imposer nos congés payés pendant le confinement, pendant que leurs copains patrons versent des centaines de millions aux actionnaires, alors que pendant ce temps-là, les salariés n'ont pas encore droit au dépistage ni aux masques de protection ???

Que les sacrifices ne sont pas décidés le temp de la pandémie mais au moins jusqu'au 31 décembre 2020.

Un peu de respect, de dignité et d'esprit responsable bande de nuls, essayez de vous souvenir en 2018 dans notre département, des salariés d'un hôpital, avec leurs syndicats ont entamé une grève de la faim, bravant tous les risques pour leur santé, seulement pour etre entendus et avoir plus de moyens, à faire leur métier dans la dignité humaine, la leur et celles de leurs patients.

Non la CGT n'a pas honte de déposer un préavis de grève pour sauver des vies en demandant de protéger les salariés



C'est sûr l'après pandémie et confinement, ça va être chaud pour leur derrière.

Contre exemples :

En Italie, syndicat et patronat se sont entendus pour mettre à l'arrêt tout ce qui n'est pas indispensable quelque temps. En Italie, l'arrêt de la contagion l'emporte sur le maintien en activité des usines. Dans les régions les plus touchées, la plupart des usines ont fermé depuis le 16 mars pour une durée indéterminée.

En Espagne, il est interdit de licencier pendant cette crise sanitaire.